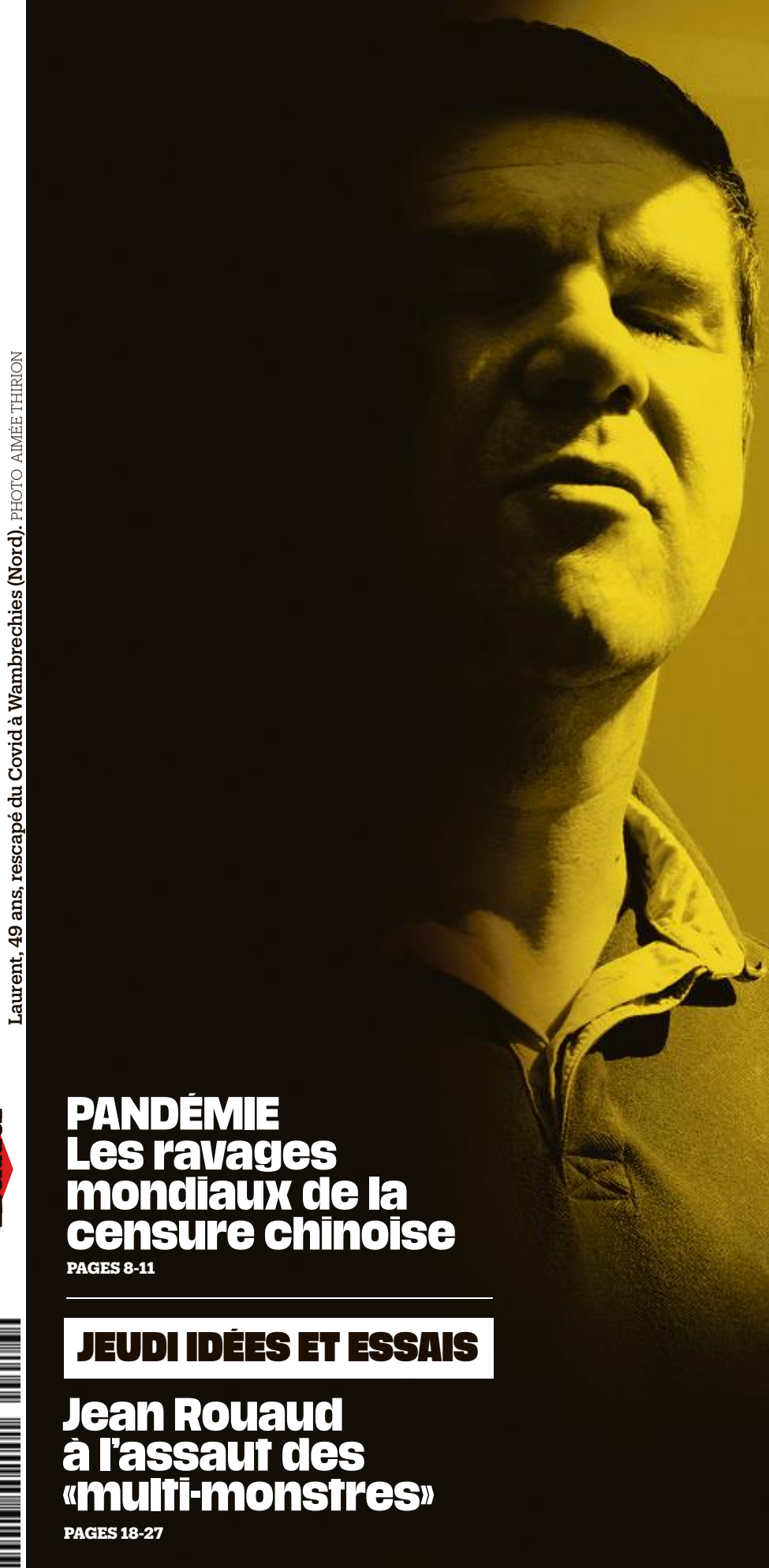


Libération

GUÉRIS DU COVID «FACE À LA DOULEUR MON CERVEAU S'EST DÉCONNECTÉ»



Laurent, 49 ans, rescapé du Covid à Wambrechies (Nord). PHOTO AIMEE THIRION

PANDÉMIE
Les ravages
mondiaux de la
censure chinoise

PAGES 8-11

JEUDI IDÉES ET ESSAIS

Jean Rouaud
à l'assaut des
«multi-monstres»

PAGES 18-27

Ils ont pris la maladie de plein fouet, se sont isolés, certains ont été hospitalisés, puis ils en sont revenus. Ils racontent à «Libération» les jours de fièvre, d'angoisse, et leur retour à la vie. PAGES 2-7



IDÉES/

«L'urgence de la crise nous fait baisser la garde face à la surveillance numérique»



Si l'usage d'outils comme l'appli StopCovid, mise à l'étude par la France, fait craindre un contrôle accru, le juriste américain Bernard Harcourt rappelle que nous n'avons pas attendu l'épidémie pour offrir nos données aux entreprises et aux gouvernements. Et dépeint une société de la servitude numérique volontaire, dépassant le Big Brother d'Orwell.

Développée en Israël,

Recueilli par
SIMON BLIN

Une des pistes du gouvernement pour le traçage des malades du coronavirus a été dévoilée mercredi 8 avril : l'application StopCovid devrait permettre de retrouver l'historique des relations sociales des individus. Le dispositif, en cours d'élaboration, doit aider à mieux identifier les chaînes de transmission de la maladie. Son installation sur smartphone se fera sur la base du volontariat. Et, selon une étude publiée le 31 mars par des scientifiques d'Oxford University, huit Français sur dix seraient favorables à un tel procédé pour lutter contre la pandémie. Une nouvelle étape dans ce que Michel Foucault appelait la «*société de surveillance*» ? Professeur de droit à Columbia University et spécialiste de la pensée foucauldienne, le chercheur américain Bernard E. Harcourt voit dans le recours aux technologies lors de la crise sanitaire un nouveau marqueur de la résignation des démocraties face au grignotage des libertés individuelles. Au-delà du contrôle de la propagation du virus, il interroge notre con-

sentement à livrer nos données numériques les plus intimes. C'est ce qu'il nomme la «*société d'exposition*», titre de son dernier essai paru en janvier (Seuil) sur l'adaptation du concept de surveillance à l'ère du «*big data*». **L'urgence de la crise du coronavirus facilite-t-elle l'acceptation des mesures sécuritaires numériques dans l'opinion publique ?**

Le mouvement était enclenché depuis longtemps. Ce que j'appelle la «*société d'exposition*» rend possible, en théorie, une surveillance totale, mais elle existe en grande partie grâce à nos propres désirs d'y participer. Les réseaux sociaux sont le terrain privilégié d'expression de cette divulgation de nous-mêmes. Ils concentrent tout notre désir de reconnaissance dans notre envie de publier des selfies sur Instagram, d'émettre des opinions sur Twitter ou de poster des commentaires sur Facebook. Et il est clair que la gestion de l'épidémie via les outils numériques renforce les principes de cette société d'exposition. Plus que jamais, avec l'obligation de se confiner, on se sent enfermé dans l'analogique – dans nos appartements – et libre dans le monde virtuel.

Quelle est la raison de notre apathie ?

C'est précisément l'urgence de la crise qui nous conduit à baisser la garde. C'est si souvent le cas... C'est la menace sécuritaire élevée du terrorisme qui, pendant tant d'années, a justifié et rendu acceptables les nouvelles formes de surveillance électronique de la National Security Agency (NSA) aux Etats-Unis. En 2013, les révélations d'Edward Snowden sur l'existence de programmes de surveillance américains et britanniques n'ont pas changé grand-chose. Celles de Julian Assange et Chelsea Manning non plus. Maintenant, c'est la pandémie qui nous pousse dans les bras de la surveillance technologique, ce qui est bien sûr parfaitement compréhensible. Le problème, c'est que ces transitions ont des effets durables qui survivront à ces épisodes de crise aiguë.

La référence à la «biopolitique» de Foucault, c'est-à-dire le contrôle des corps et de la population, est-elle juste ?

La géolocalisation et les «backtrackings» déjà à l'œuvre dans certains pays d'Asie s'inscrivent dans le sillage des théories de Foucault. On peut dire qu'il s'agit d'une forme d'exer-

cice du pouvoir qui ne porte plus simplement sur les territoires mais aussi sur la vie des individus. Je dirais que cela va même plus loin : l'Etat ne se contente plus de gérer la vie et la mort des corps mais il veut tout connaître de ces derniers dans leurs moindres détails microscopiques. Avec le numérique, la biopolitique s'individualise puisqu'il est possible d'avoir accès aux données de chacun, leurs mouvements, leur activité quotidienne et pourquoi pas bientôt les informations sur leur santé. Il ne s'agit plus d'une simple surveillance étatique puisque des entreprises privées participent à la captation massive de nos données : Facebook, Apple, Google, Amazon... ou les applications de visioconférence sur lesquelles le monde entier télétravaille actuellement comme Zoom. Avant d'être récupérées par la NSA, les données des internautes sont tombées dans les mains des géants du Net. Certains citoyens diront qu'ils n'ont rien à se reprocher. Mais tout ce que l'on fait sur Internet peut être évalué pour juger notre «*productivité sociale*». Notre activité numérique laisse des traces dont nous pourrions être amenés à être responsables devant les autori-



L'application Trackvirus permet de consulter en temps réel les itinéraires empruntés par les personnes infectées. PHOTO IDRISSE BIGOU-GILLES / HANS LUCAS

tés. Surtout en période de confinement, où notre existence physique, le «moi» analogique, en chair et en os, est comme mise en hibernation au profit du «moi» numérique.

La stratégie singapourienne, dont l'application TraceTogether inspire StopCovid en France, ou sud-coréenne parfois vantée pour son ciblage des malades, revient avec insistance dans les débats. Est-ce parce qu'à la différence de la Chine, ce sont des régimes démocratiques et plus fréquentables ?

L'exemple de la Chine peut rebuter les démocraties libérales occidentales. Mais lorsque c'est un pays comme la Corée du Sud ou Singapour qui applique ces mêmes mesures, la barrière symbolique tombe, on cesse alors de s'en méfier. La familiarisation aux outils numériques y est pour beaucoup. Et la routinisation de la surveillance sanitaire qui se met en place lors de la pandémie de coronavirus nous fait oublier l'origine des modes opératoires. On pointe souvent la Chine du doigt pour son système du *social score* («crédit social») qui classe et sanctionne ou valorise les «bons» et les «mauvais» citoyens suivant leur civisme.

Ce programme digne d'un épisode de la série *Black Mirror* est effrayant. Mais aux Etats-Unis notre *health score* repose sur la même logique. Ces notes attribuées à chaque Américain ayant un numéro de Sécurité sont censées refléter la capacité des individus à rembourser leurs dettes, ou traduire leur état de santé. Ils établissent des profils, financiers ou autres, pour savoir si vous êtes un «bon élève» ou un «mauvais payeur». Le plus grand danger serait qu'en ces temps de crise sanitaire, notre société d'exposition se permette de contrôler les individus en fonction des empreintes qu'ils laissent sur Internet. Imaginons le pire : si des places en service de réanimation hospitalier venaient à manquer, comme c'est le cas à New York, il serait techniquement possible pour les autorités d'établir des priorités entre les patients. De même qu'il serait possible de se servir des données personnelles des individus comme moyen de rationner les interventions des ambulanciers. La nécessité d'un «tri» des malades selon leur âge, leurs antécédents en matière de santé, voire leur utilité sociale, soulève bien sûr des questions de bioéthique et de morale anciennes. C'est une conception

utilitariste de la santé publique et de l'idée de médecine qui n'est pas nouvelle. Mais le contrôle numérique change toutes les équations. **Le souci des libertés privées n'est-il pas pourtant un des fondements originels des démocraties libérales ?**

La notion de vie privée comme idéal de la philosophie libérale est un mythe. Le privé est une ressource naturelle qui a été peu à peu commercialisée à partir des années 70 et l'avènement du néolibéralisme. On a privatisé la vie privée. Ce phénomène s'est accéléré avec Internet. Pour avoir accès à tout ce monde numérique et ses services, il faut être prêt à payer de la perte de ses informations personnelles, parfois les plus intimes. La philosophie libérale a été fondée moins sur la division entre la sphère publique et la sphère privée que sur l'imagination d'une certaine liberté, devenue celle d'échanger ses données. La collecte de données sur Internet abolit les frontières entre Etat et commerce. C'est ce qui continue d'être la caractéristique du monde libéral contemporain : on demeure libre d'offrir sa vie privée. Ce qui montre bien que la liberté est elle-même une illusion.

Le XXI^e siècle sera-t-il orwellien ?

1984 est prescient dans le sens où il prédit une société de surveillance absolue. Mais là où George Orwell s'est trompé, c'est que cette société de surveillance n'a pas été imposée aux individus d'une manière coercitive par un Big Brother. C'est nous qui l'avons embrassée à travers le numérique. Plutôt qu'une imposition, c'est une séduction. Ce n'est pas une simple logique orwellienne ou panoptique, c'est une société de la servitude volontaire alimentée par notre jouissance des produits numériques. On se situe à la fois dans et en dehors de 1984. Nous sommes libres de nous y soumettre.

C'est pourquoi il faut inventer de nouvelles formes de désobéissance politique. Certains proposent de contrôler nous-mêmes la commercialisation de nos propres données numériques. Pour ma part, je trouve plus intéressante l'idée de transformer médias sociaux et infrastructures numériques, leur gouvernance et leur régulation, en associations non marchandes, c'est-à-dire des biens communs qui offrent plus de liberté et de pouvoir aux citoyens que ne le font l'Etat et le marché. ◆